

**Règlement de la Consultation (R.C.) n°06/06052025**

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES

**Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :**

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

Agence du Travail d'Intérêt Général et d'Insertion Professionnelle des personnes placées sous main de justice **(A.T.I.G.I.P)**  
Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

11, Rue Louisa Paulin  
19015 TULLE  
[www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

**Objet de la consultation :**

Enlèvement, transport de produits manufacturés, au départ des ateliers de production de l'ATIGIP-RIEP, acheminement et livraison sur l'ensemble du territoire métropolitain. Mise à disposition d'entrepôts de stockage avec prestations de manutention et logistique associées.

- Lot 1 : Transport de palettes selon le principe de mise à disposition de moyens de transport dédiés, sur la base d'un coût kilométrique avec forfait.
- Lot 2 : Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention et logistique associées, localisation centre de la France.
- Lot 3 : Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention, logistique, acheminement des marchandises associées, localisation proximité Riom (63).

**Date et heure limites de remise des offres : 29 Septembre 2025 à 12h00**

Le présent **appel d'offres est ouvert** et est soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Il est du type accord cadre à bons de commande, conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique, sans montant minimum et avec montant maximum.

*Le présent Règlement de Consultation comporte 9 pages numérotées de 1 à 9.*

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE – PRESENTATION DE L’ATIGIP SEP.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
1.1 - LE PRESENT MARCHÉ PORTE SUR LES PRESTATIONS SUIVANTES .....	3
<b>ARTICLE 2 - PROCEDURE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
3.1 - DIVISION EN TRANCHES OU EN LOTS :.....	4
3.2 - DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ACCORDS CADRE A BONS DE COMMANDE :.....	4
3.3 - DUREE :.....	4
<b>ARTICLE 4 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>5</b>
4.1 - FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS.....	5
4.2 - VARIANTE .....	5
4.3 - AVANCE.....	5
4.4 - ACOMPTE.....	5
4.5 - MODE DE REGLEMENT .....	5
4.6 - UNITE MONETAIRE DU MARCHÉ .....	5
4.7 - CODE CPV : .....	5
4.8 - DELAIS.....	5
<b>ARTICLE 5 – DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – REMISE DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
6.1 - CONTENU DES OFFRES .....	5
6.2 - RECEPTION DES OFFRES.....	6
6.3 - LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS .....	6
<b>ARTICLE 7 – CONTENU DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
7.1 - DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE .....	6
7.2 - DOCUMENTS RELATIFS A L’OFFRE .....	6
<b>ARTICLE 8 – OUVERTURE DES PLIS – EXAMEN DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
8.1 - ANALYSE DES OFFRES .....	7
8.2 - CHOIX DE L’OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE .....	7
8.3 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	7
<b>ARTICLE 9 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>8</b>
9.1 - ABANDON DE LA PROCEDURE .....	8
9.2 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	8
9.3 - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
9.4 - MISE AU POINT .....	8
9.5 – DIFFERENDS.....	8
9.6 - LITIGE.....	9

## **Préambule – PRESENTATION DE L'ATIGIP SEP**

Le Service de l'Emploi Pénitentiaire (**SEP**) est un service de l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle des personnes placées sous main de justice (**ATIGIP**), service à compétence nationale placé sous l'autorité du Directeur de l'administration pénitentiaire. Il a pour mission de développer le travail d'intérêt général, la formation professionnelle et le travail, dans les établissements pénitentiaires.

A ce titre l'**ATIGIP** est chargée de gérer le compte de commerce intitulé « Régie Industrielle des Etablissements Pénitentiaires (**RIEP**) » qui lui confère l'autonomie financière en matière d'achats et d'investissements

Le SEP-RIEP est en charge de l'emploi pénitentiaire en régie et à ce titre assure la gestion technique, commerciale, administrative et financière de ses ateliers de production implantés principalement dans des établissements pour peines.

Le SEP-RIEP, au sein de l'ATIGIP, bénéficie donc de modalités particulières de fonctionnement et d'organisation qui ont pour but de lui conférer une véritable dynamique d'entreprise adaptée aux exigences des marchés concurrentiels. Il est doté des moyens structurels et fonctionnels permettant de développer le travail pénitentiaire.

Ce souci de développer l'emploi en établissements pénitentiaires répond à trois préoccupations essentielles : Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de la personne détenue : respect des rythmes et des délais, atteindre un niveau de productivité et de qualité dans le travail exécuté, acquérir une réelle qualification professionnelle.

Permettre la constitution d'une source de revenus au profit du détenu, des victimes, de la collectivité.

Réguler la vie en détention : contribution au maintien de la santé et de l'équilibre psychologique des personnes détenues, prise en considération du respect de soi, des droits et devoirs.

### **L'ATIGIP-RIEP représente :**

Environ 50 ateliers implantés dans une vingtaine d'établissements pénitentiaires, dans divers secteurs d'activités : confection - menuiserie boissellerie - métallerie - mécanique générale - imprimerie - informatique - traitement du son et de l'image - travail à façon - reliure - cuir - exploitation agricole.

1 200 détenus employés, encadrés en atelier par 150 personnels de l'administration, et appuyé par 60 personnels au siège de Tulle (19).

Un chiffre d'affaires d'environ 30 M €.

Plus d'informations sur le site : [www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

## **Article 1 – OBJET DE LA CONSULTATION**

### **1.1 - Le présent marché porte sur les prestations suivantes**

Enlèvement, transport de produits manufacturés, au départ des ateliers de production de l'ATIGIP-RIEP, acheminement et livraison sur l'ensemble du territoire métropolitain. Mise à disposition d'entrepôts de stockage avec prestations de manutention et logistique associées.

- **Lot 1** : Prestations de Transport de palettes avec contraintes spécifiques, selon le principe de mise à disposition de moyens de transport dédiés sur la base d'un forfait kilométrique et coût km supplémentaire. Principe de tournée sans régularité. Concerne l'enlèvement des produits manufacturés au départ des ateliers de production de l'ATIGIP- RIEP, acheminement et livraison sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- **Lot 2** : Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention et logistique associées, localisation centre de la France. Surface forfait annuel de 3 000 m<sup>2</sup> et m<sup>2</sup> supplémentaires.
- **Lot 3** : Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention, logistique, acheminement des marchandises associées, localisation proximité Riom (63). Surface forfait annuel de 1 000 m<sup>2</sup> et m<sup>2</sup> supplémentaires.

Les prestations sont réalisées suivant les conditions définies dans le C.C.T.P n° 06/06052025

Pour tous les lots, le marché prend effet à compter du 01 janvier 2026.

## **Article 2 - PROCEDURE DE LA CONSULTATION**

Le présent appel d'offres est **ouvert** et soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique et au Cahier des Clauses Administratives Générales - Marchés publics de Fournitures Courantes et de Service (CCAG – FCS), approuvé par arrêté du 30 Mars 2021. *(Le candidat déclare connaître parfaitement ces documents.)*

La présente consultation donnera lieu à la conclusion d'accords-cadres mono-attributaire (entreprise unique, ou à des entreprises groupées solidaires) avec émission de bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique et soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales - Marchés publics de Fournitures Courantes et de Service (CCAG – FCS), approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021.

Il ne comporte aucun minimum de commande et un maximum de commande par lot :

- Lot 1 : montant annuel maximum = 3 000 000 € HT
- Lot 2 : montant annuel maximum = 500 000 € HT
- Lot 3 : montant annuel maximum = 300 000 € HT

Les estimations en volume indiquées dans l'annexe du CCAP n° 06/06052025 ne constituent en aucun cas un engagement contractuel de la part du Pouvoir Adjudicateur.

## **Article 3 – DISPOSITIONS GENERALES**

### **3.1 - Division en tranches ou en lots :**

En application des articles R2113-1 à R2113-3 du code de la commande publique, la présente consultation est divisée en 3 lots, et donnera lieu à la conclusion de 3 accords-cadres.

- **Lot 1 :**  
**Prestations de transport de palettes avec contraintes spécifiques, selon le principe de mise à disposition de moyens de transport dédiés sur la base d'un forfait kilométrique et coût km supplémentaire. Principe de tournée sans régularité. Concerne l'enlèvement des produits manufacturés au départ des ateliers de production de l'ATIGIP- RIEP, acheminement et livraison sur l'ensemble du territoire métropolitain.**  
*Lieux d'enlèvement réguliers : (liste non exhaustive)*  
Melun (77), Val de Reuil (27), Rennes (35), St Martin de Ré (17), Caen (14), Clairvaux (10), Montmédy (55), Toul (54), Riom (63), St Maur (36), Arles (13), Eysses (47), Muret (31), Saint Sulpice (81), Lannemezan (65), Uzerche 19), Entrepôts de stockage.
- **Lot 2 :** Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention et logistique associées, localisation centre de la France. Surface forfait annuel de 3 000 m<sup>2</sup> et m<sup>2</sup> supplémentaires.
- **Lot 3 :** Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention, logistique, acheminement des marchandises associées, localisation proximité Riom (63). Surface forfait annuel de 1 000 m<sup>2</sup> et m<sup>2</sup> supplémentaires

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord cadre mono attributaire. Chaque lot est attribué séparément, les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots.

Les marchés sont passés pour le compte des ateliers ATIGIP-RIEP.

### **3.2 - Dispositions particulières aux accords cadre à bons de commande :**

Le présent Accord-cadre est exécuté par émission de **bons de commande**, au fur et à mesure des besoins, en application des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

### **3.3 - Durée :**

L'accord cadre est passé pour une première période de 2 ans à compter de sa date de notification. Au-delà, il est renouvelable **2 fois** par reconduction tacite à la date anniversaire, dans les conditions fixées à l'article 4.2 du CCAP, soit une durée totale de 4 ans.

## **Article 4 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **4.1 - Forme juridique des groupements**

L'accord cadre sera attribué soit à un opérateur économique individuel soit à des opérateurs économiques groupés dont le mandataire sera solidairement responsable en vertu des articles R2142-3, R2142-19 à R 2142-22 du code de la commande publique.

### **4.2 - Variante**

**Lots 2 et 3 :** En application des articles R.2151-8 à R.2151-10 du code de la commande publique, les candidats peuvent proposer une seule adresse de localisation d'entrepôt en variante.

Toute autre variante ne sera pas autorisée pour les lot 2 et 3.

Pour le lot 1 les variantes ne sont pas autorisées.

### **4.3 - Avance**

Une avance de 5 % peut être accordée au Titulaire selon les conditions et modalités définies aux articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique.

Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

### **4.4 - Acompte**

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture.

Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (livraison partielle) ouvrent droit au versement d'acomptes.

### **4.5 - Mode de règlement**

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement. Les références du ou des comptes à créditer seront portées sur l'Acte d'Engagement, un RIB doit être joint.

### **4.6 - Unité monétaire du marché**

Les offres sont établies en **euro**.

### **4.7 - Code CPV :**

Lot 1 : Service de Transport routier 60100000-9

Lot 2 et 3 : Service d'entrepôt 63122000-0

### **4.8 - Délais**

Pour tous les documents, tous les délais et décomptes de jours sont comptés en jours calendaires.

## **Article 5 – DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions à l'article 6 du présent règlement.

## **Article 6 – REMISE DES OFFRES**

### **6.1 - Contenu des offres**

L'offre contient les justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat prévu à l'article R 2143-3 du Code de la commande publique, ainsi que l'offre technique et financière du candidat (cf. article 7 du présent règlement de consultation).

## **6.2 - Réception des offres**

Conformément et en application de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures et les offres doivent être uniquement transmises par voie électronique, pour la RIEP les offres sont déposées exclusivement sur le site dont l'adresse Internet est : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> (cf. Article 9)

Les propositions doivent être remises avant le :

**29 Septembre 2025 à 12 heures**

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limite fixée, ou par une transmission autre que celle décrite ci-dessus, ne seront pas retenus.

## **6.3 - Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française, y compris les documentations techniques sous peine pour le candidat de voir son offre rejetée.

## **Article 7 – CONTENU DES OFFRES**

**Important** : La remise de l'ensemble des documents énumérés ci-dessous est obligatoirement à respecter, à défaut l'offre ne sera pas recevable.

### **7.1 - Documents relatifs à la candidature**

Le dossier de candidature devra impérativement comprendre l'ensemble des pièces justificatives exigées par le Code de la commande publique, notamment :

- La lettre de candidature : imprimé DC1 modèle du 1er avril 2019, dûment renseigné par le candidat en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ou pour les candidatures groupées l'ensemble des membres du groupement
- La déclaration du candidat : imprimé DC2 modèle du 1er avril 2019, dûment renseigné par le candidat en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ou pour les candidatures groupées l'ensemble des membres du groupement (Préciser les éventuelles certificats et agréments obtenus pour exercer l'activité professionnelle objet du présent marché)
- Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF datant de moins de 6 mois.
- Les déclarations sur l'honneur prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique.
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
- Une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité.
- Autre pièce - (Copie du ou des jugements, si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie des jugements prononçant cette décision.)

L'absence ou la non-conformité d'une ou plusieurs de ces pièces pourra entraîner le rejet de la candidature comme incomplète ou irrégulière, conformément aux dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique.

### **7.2 - Documents relatifs à l'offre**

- **L'acte d'engagement : Imprimé ATTRI1**

Renseigné et signé ainsi que **son annexe AE « Offre de prix »**, grilles tarifaires selon modèle  
Éventuellement, des annexes techniques supplémentaires du candidat.

- **Le C.C.P n° 06/06052025**

Paraphé à toutes les pages (recto/verso) signé et tamponné en dernière page.

- **Autres**

Les candidats doivent joindre à leur proposition la présentation de leur **outil de commande et suivi de transport**. Ils peuvent joindre également toutes documentations techniques et commerciales permettant d'étayer leur offre.

## **Article 8 – OUVERTURE DES PLIS – EXAMEN DES OFFRES**

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues au code de la commande et selon les modalités définies ci-après :

### **8.1 - Analyse des offres**

Le Pouvoir Adjudicateur procède à l'ouverture des plis arrivés à destination à la date mentionnée à l'article 6 du présent règlement de consultation et en enregistre le contenu.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut demander au candidat de compléter son dossier de candidature.

Les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé sont éliminés.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles R 2152-1 à R 2152-2 du code de la commande publique sont éliminées ou modifiées conformément à cet article.

De même, les offres anormalement basses sont jugées conformément aux articles R 2152-3 à R 2152-5 du code de la commande publique.

Les éléments non précisés en annexe « AE - Offre de Prix » mais seulement dans des documents annexés ne sont pas pris en considération cf. art. 7 du RC. En cas de contradiction entre les documents, l'annexe AE est prise en considération.

### **8.2 - Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse**

Le jugement et le classement des offres des candidats seront effectués dans les conditions prévues aux articles R 2152-6 à R 2152-8 du code de la commande publique au moyen des critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

#### **1- Niveau de performance technique et qualité proposé.**

**40 points**

*Évalué suivant : Adéquation du réseau transport et entrepôts à la situation géographique des ateliers ; Étendue du réseau du transporteur, organisation : (nombre d'agences et situations géographiques, moyens humain et technique...) ; Niveau de qualité du parc véhicules et bâtiments de stockage. Modalités et procédures de suivi et de contrôle des expéditions et du stockage ; Proposition innovante favorisant la qualité de la prestation (notamment le respect des délais, de l'entreposage, etc.) modalités de gestion des litiges traçabilité*

#### **2 - Prix des prestations.**

**36 points**

#### **3 - Délais contractuels**

**14 points**

*Délai pour la remise du planning des tournées Délai de prévenance*

**Note critère non pris en considération pour les lots 2 et 3**

#### **4 - Proposition innovante en matière d'éco-responsabilité.**

**10 points**

*Certifications, moyens mis en œuvre en matière d'éco-responsabilité degré d'implication (certification, labels, normes...)*

### **8.3 - Attribution du marché**

L'entreprise doit obligatoirement, sous peine de rejet de son offre pour non-conformité, indiquer sur dans l'acte d'engagement son adresse mail de contact privilégiée.

L'attributaire reçoit, via la plateforme de dématérialisation, un mail l'informant qu'il est l'attributaire du marché.

Information des entreprises non retenues : L'entreprise non retenue reçoit, via la plateforme de dématérialisation, une information relative au rejet de son offre par le pouvoir adjudicateur



## **Article 9 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

### **9.1 - Abandon de la procédure**

**L'administration contractante se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure**, conformément à l'article R 2185 du code de la commande publique.

### **9.2 - Renseignements complémentaires**

Les demandes de renseignements complémentaires (techniques, procédure, autres) nécessaires à l'étude, sont dématérialisées via la plateforme des achats de l'état <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>. Les échanges se feront obligatoirement via cette plateforme. Les candidats ont la possibilité de demander des renseignements complémentaires jusqu'à dix calendaires avant la date limite de remise des offres.

### **9.3 - Modification du dossier de consultation**

L'ATIGIP- RIEP se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, et le cas échéant de reporter la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans réclamation à ce sujet.

### **9.4 - Mise au point**

L'ATIGIP peut procéder en accord **avec le candidat retenu** à une mise au point des composantes du marché.

La mise au point correspond à un simple aménagement de l'offre permettant de préciser les modalités techniques d'exécution du marché. Les modifications consécutives ne doivent pas bouleverser les caractéristiques substantielles du marché.

Les conclusions consécutives à cette mise au point seront consignées par écrit sur un document annexé à l'acte d'engagement. Ce document sera impérativement signé par les deux parties contractantes.

### **9.5 – Différends**

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

#### **9.5.1– Principes communs au règlement amiable des différends**

- Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Ces démarches interrompent les délais de recours



contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations. Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles. Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

### **9.5.2 – Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends**

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »

13 place Vendôme

75042 Paris Cedex 01

### **9.6 - Litige**

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour l'introduction des différents recours.

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative)
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les demandes doivent être adressés à :

#### **Tribunal administratif de Limoges**

2 cours Bugeaud

CS 40410

Limoges

87000 Limoges Cedex